



La Commune



Ni Taxes, ni Macron ! Place aux revendications vitales !

La Lettre de La Commune, nouvelle série, n° 78 – mercredi 19 décembre 2018

Si l'on en croit BFM – mais autant croire au père Noël – « l'acte 5 » en gilet jaune aurait fait un bide. Évidemment, lorsque les seuls chiffres indiqués sont ceux qui remontent des préfectures, il est plus facile de jongler avec... De plus, les exactions policières ordonnées par Castaner sont faites aussi pour dissuader les « gilets » et les lycéens de descendre dans la rue. Mais, de nombreuses vidéos attestent du nombre conséquent de manifestants, ce samedi 16 décembre.

De leur côté, les sondages indiquent une nouvelle baisse de popularité de Macron, après son discours confirmant la baisse des taxes. Au même moment, au nom du pouvoir, le dénommé Ferrand assure que le « Cap » de la réforme des retraites sera maintenu ainsi que celui de l'assurance-chômage, tandis que se poursuit la casse de l'assurance-maladie.

Au même moment, les « gilets jaunes » essaient dans plusieurs pays membres de l'Union européenne...



Contenu

[Les patrons en berne](#)

[A propos de Référendum d'initiative citoyenne](#)

Mélenchon à la manœuvre ?

Pouvoir d'achat ressenti, pouvoir d'achat réel et TVA « sociale »

Macron, démission !

Selon le quotidien patronal La Tribune : « La popularité d'Emmanuel Macron se dégrade auprès des chefs d'entreprise. D'après la dernière grande consultation réalisée par OpinionWay pour CCI France, La Tribune et Europe 1, 27% des dirigeants interrogés se déclarent satisfaits de l'action menée par Emmanuel Macron, soit 10 points de moins qu'en septembre (36%). À l'opposé, **72% des patrons ont répondu qu'ils étaient mécontents des réformes menées par le président de la République. La part des dirigeants insatisfaits a gagné 9 points depuis septembre .** » ¹ ...

Les patrons en berne

Selon ce même journal :

« Concernant les perspectives de l'économie française pour les 12 prochains mois, les chefs d'entreprise sont de moins en moins confiants avec une chute de 12 points en un mois. Ils sont désormais 23% à être optimistes pour l'économie française contre 31% pour l'économie mondiale, et 69% pour leur entreprise.

En dépit de la montée des inquiétudes, 92% (-3 points par rapport à novembre) des chefs d'entreprise interrogés envisagent de maintenir le nombre de salariés tandis que 7% espèrent pouvoir recruter et 1% prévoient de réduire leur nombre de salariés . »

A propos de Référendum d'initiative citoyenne

Dans ce contexte, il a été question de permettre les « référendum d'initiative citoyenne ». A nos yeux, cette proposition est une diversion, laquelle sert aussi à raviver l'idée qu'il pourrait y avoir une solution institutionnelle à la crise générale politique, sociale, économique que nous vivons, ce que nous ne croyons pas, pour notre part.

Mélenchon à la manœuvre ?

Le sieur Mélenchon s'était déjà emparé de cette idée lors des grèves et manifestations de la loi El Khomri. Nous avons écrit par la suite :

« Jean-Claude Mailly a pris le gouvernement au mot. Le gouvernement prétend imposer des

Referendums pour contourner les syndicats majoritaires dans les négociations d'entreprise ? Que

Manuel Valls applique lui-même cette logique en permettant aux citoyens de contourner le parti majoritaire à l'Assemblée nationale et son gouvernement par un référendum plutôt que d'imposer la loi sans majorité parlementaire. Comme je l'ai dit dans Le Journal du Dimanche, c'est une proposition intéressante. Mais ne comptez pas sur Valls et Hollande pour vous le donner de bonne grâce. Ils jouent le blocage en espérant tenir plus longtemps que les ouvriers qui perdent la paye des jours de grève. Pour l'obtenir, la mobilisation sociale va –continue »¹⁶

Un référendum sur un « sujet » qui ne concerne que les salariés, futurs salariés et salariés privés d'emploi ? Un référendum ou les non-salariés pèseraient alors que des millions de salariés étrangers résidant en France seraient mis à l'écart ? On ne se battrait donc plus pour le retrait de cette loi scélérate mais pour un référendum ? » ² ...

Dès 2012, dans le programme « l'Humain d'abord », Mélenchon proposait des référendum d'initiative populaire ». Quel bel instrument pour les groupes de pression privés, entre autres. Quel bon moyen de remplacer les négociations basées sur le rapport de force entre syndicats et patrons sur les conditions de travail des salariés...

Rappelons qu'en Suisse, les référendum sur les questions qui concernent les salariés et les futurs salariés ont permis d'empêcher la semaine des 40 heures, l'augmentation du nombre de jours de congés. Et, pour cause : la majorité des ouvriers n'ont pas la nationalité suisse.

Sans doute, beaucoup de gens voient dans un tel référendum le moyen de dégager Macron, de la façon la plus pacifique qui soit. Il est évident que si un tel référendum avait lieu qui permettrait de révoquer Macron, nous appellerions à voter pour dégager Macron. « Si »...

Nous sommes encore nombreux à être échaudés par le référendum contre la Constitution dite « européenne » du 29 mai 2005, effacé par le Traité de Lisbonne et les directives de Bruxelles qui se sont accumulées contre nos droits fondamentaux, contre les services publics, contre les monopoles publics (SNCF, EDF...)

Pouvoir d'achat ressenti, pouvoir d'achat réel et TVA « sociale »

Or, le problème qui nous est infligé réside dans la TVA SOCIALE qui ne dit pas son nom : les hausses qui ont été prévues sous couvert d'écologie ont un but très précis : supprimer progressivement les cotisations versées à la Sécurité sociale pour

1. Baisser le coût du travail
2. Financer la sécurité sociale par l'État, selon son budget en vue d'une couverture sociale minimale qui devra être complétée par des mutuelles de plus en plus chères et des assurances privées comme il en existe en Suisse. L'argent de nos cotisations pourra alors être placé en bourse. Terrible régression sociale !

La TVA sociale était l'un des projets du candidat Chirac en 1995. Macron embrouille dans cette continuité-là

Les « cadeaux » de Macron sont de pures arnaques, répétons-le :

Un titulaire du livret A qui, tous les mois, retirerait 40 euros de son Epargne éprouverait sur l'instant la sensation de gagner du pouvoir d'achat.

C'est la même chose pour le salarié à qui l'on retire la part de cotisation sociale pour la reverser sur son salaire net. Mais après, il constaterait que les médicaments sont de moins en moins remboursés, les mutuelles de plus en plus chères... On lui dirait : « *vous faites partie de la classe moyenne* »...

Macron, démission !

Macron est un despote mal éclairé, illégitime et minoritaire. C'est aussi un somnambule. Même ses plus proches, comme Cohn Bendit, s'effraient de le voir en spécialiste du « en même temps » contre le plus grand nombre et sur tous les fronts. A-t-il seulement le choix ? Est-il seulement maître de sa feuille de route capitaliste ? Il est maître de son style qui, au fond, aura été son seul bagage dans la vie. En même temps, à ce stade, personne, dans le personnel politique des capitalistes et des banquiers ou à sa marge ne peut le remplacer.

La vie a amplement montré que l'institution du Présidence de la république, définie par de Gaulle comme « clé de voûte » des institutions dites républicaines, concentrant des pouvoirs exorbitants que le Président tiendrait du suffrage universel, est antidémocratique.

Cette institution autocratique doit être purement et simplement supprimée.

Macron doit être dégagé. Les revendications vitales (salaires, emploi, logement, scolarité et études, ...) doivent être satisfaites. Les lois d'État d'exception dites de « sécurité intérieure » doivent être abrogées.

En cette fin d'année 2018, les masses ouvrières et populaires ont remporté une première victoire contre ce Taxeurs, une victoire qui en appelle d'autres.

Le 19 décembre 2018

Dernière minute :

Matignon annule puis rétablit les mesures annoncées en novembre aux «gilets jaunes»

Par Le Figaro.fr avec AFP | Mis à jour le 18/12/2018 à 19:44 / Publié le 18/12/2018 à 19:23

1 <https://www.latribune.fr/economie/france/la-popularite-de-macron-en-chute-libre...>

2 <http://www.lacommune.org/Parti-des-travailleurs/archives/Melenchon-FI/Contre-Melenchon...>

Modifié le mercredi 19 décembre 2018

Voir aussi dans la catégorie **Lettre de la Commune - Chronique Hebdo**



Il y a quelque chose de pourri au royaume de Macron

Un pouvoir en marche pour sa réélection qui n'en finit pas de traîner des casseroles judiciaires ... Une classe politique en décalage total avec la clairvoyance des masses ... la fin de régime... >>



« La colère sociale est là » ...

A la question ; « Craignez-vous un printemps social ? », Philippe Martinez, secrétaire général de la CGT, invité au Grand Jury RTL-Le Figaro-LCI du 31 janvier 2021, avait répondu : « Non, je... >>



Nous sommes en guerre ... contre Macron !

Leurs élections valent plus que nos vies ! Au plus haut niveau de l'État, toutes et tous savaient, aucun.e n'a rien fait ! C'est l'aveu de l'ex-ministre de la santé, Agnès Buzyn, fait... >>



Pour en finir avec Macron !

La Lettre de La Commune, nouvelle série, n° 124 - Jeudi 30 janvier 2020 Après 56 jours d'un conflit historique, c'est peu dire que Macron et sa politique sont rejetés par une grande majorité... >>



PAS DE RETRAIT, PAS DE TRÊVE ! PAS DE RETRAIT, PAS DE RENTRÉE !

La Lettre de La Commune, nouvelle série, n° 123 - Samedi 28 décembre 2019 Déjouant tous les pronostics, la détermination et la pugnacité des grévistes restent intactes au 24ème jour de grève... >>



Contre Macron et sa réforme des retraites : grève générale !

La démonstration de force des salariés contre la réforme des retraites engagée le 5 décembre se poursuit et certains secteurs très déterminés comme les transports publics (SNCF, RATP),... >>